

Rebonds

L'alignement des anciens pays communistes sur les États-Unis traduit moins une reconnaissance qu'une incapacité.

Dépasser sa propre histoire

par ZAKI LAÏDI

La déclaration acerbe du chef de l'Etat sur les pays est-européens accusés d'avoir perdu l'occasion de se taire dans l'affaire irakienne est une indiscutable erreur politique. En période de tension, la spontanéité n'est jamais recommandée sauf si elle est délibérément calculée. La France n'avait pas besoin de manifester son courroux alors que depuis plusieurs mois sa position est ascendante sur la scène mondiale. Cette affirmation française était d'autant plus grande qu'elle s'est faite de manière subtile. Nous n'avons sorti ni nos oriflammes, ni abusé de l'exception française. La francophobie anglo-américaine nous a spontanément incités à la consommation très modérée de certaines de nos traditions, à faire front à une Amérique implacable sans agressivité. Même si elle est susceptible de plusieurs interprétations, la déclaration des Quinze contient deux points essentiels : elle laisse du temps aux inspecteurs et reconnaît au Conseil de sécurité le pouvoir du dernier mot.

Cela étant, une question taraude l'opinion : pourquoi les anciens pays communistes expriment-ils un tel alignement politique sur les États-Unis ? Parmi les explications les plus communément avancées figure la thèse de la reconnaissance. Ces pays sont reconnaissants à l'Amérique pour les avoir libérés et pour leur conférer, à travers l'Otan, une protection militaire face à la Russie toujours honnie. Cette explication politique est essentielle. Mais comme toutes les explications, elle ne peut pas tout expliquer. D'autant que si l'on peut comprendre que l'argument de la libération fasse sens aux yeux des anciens dissidents, on est bien en peine de croire qu'il ait une quelconque pertinence pour comprendre l'alignement des anciens apparatchiks.

C'est la raison pour laquelle il faut pousser le raisonnement plus loin en avançant l'explication suivante : le soutien des anciens dissidents à l'Amérique n'est pas qu'un signe de reconnaissance. Il est aussi la marque d'une impossibilité pour eux de dépasser leur propre histoire, de se défaire du moule dans lequel le communisme soviétique les a forcés à rentrer avant qu'ils ne le rejettent violemment. Ce moule est un moule binaire, radicalement binaire, où toute complexification est vécue sur le mode de l'affaiblissement. Admettre que les États-Unis sont à la fois source de liberté et de domination est pour eux inacceptable. D'une part parce que cette ambivalence ne correspond pas à ce qu'ils ont connu de l'Amérique. D'autre part, parce que refuser de magnifier l'Amérique reviendrait à refuser de magnifier leur propre histoire, à relativiser leur propre histoire. Défendre l'Amérique, c'est pour eux un moyen de se protéger, de vivre leur propre histoire comme un absolu qu'il faut conserver et non confronter. Car la confrontation à d'autres histoires, d'autres problèmes, d'autres vécus, l'affaiblirait. On a pu parler à propos des différents génocides de cette terrible notion de concurrence des victimes. En l'occurrence, on a là affaire à une réalité différente puisqu'il s'agit au contraire d'identifier d'autres combats au sien. Mais en refusant toute critique de l'Amérique, il y a un refus de désacraliser le combat que l'on a mené. Parce qu'ils ne veulent pas et ne peuvent pas dépasser leur propre histoire, ils ne peuvent lire le monde qu'à l'aune de leur histoire. Et en procédant de la sor-

te, tout redevient intelligible. Puisque les États-Unis ont libéré l'Europe, ils ne peuvent que libérer l'Irak. Et puisque l'Irak est une dictature — pire que celle des communistes —, toute lutte contre cette dictature ne peut être que légitime. Certes, le leader d'opinion kosovar Vetton Suroi a raison de dire que la plupart des arguments utilisés pour ne pas faire la guerre en Irak ont été utilisés par ceux qui refusaient la guerre au Kosovo. Mais la liberté authentique et la fidélité à ses propres convictions ne passent pas par une interprétation mécanique, systématique et prévisible de tout événement. Elle est d'admettre chaque fois que l'Histoire ne se répète pas aussi simplement.

Personne ne dit que le régime irakien est un régime acceptable. Mais la question est de savoir si sa disparition consécutive à une intervention militaire favorisera ou non la mise en place d'un ordre régional stable. C'est la raison pour laquelle d'ailleurs nombreux sont ceux qui se montrèrent favorables à la première guerre du Golfe ainsi qu'à l'intervention au Kosovo et qui, aujourd'hui, sont très réservés sur une invasion de l'Irak dont on peut craindre qu'elle ne débouche nullement sur la mise en place d'un régime démocratique. Au demeurant, les États-Unis n'ont officiellement jamais lié leur intervention à la mise en place d'un régime démocratique. Ils parlent de changement de régime. Mais personne ne sait ce que le terme recouvre, sauf que l'on sait que de nombreux interlocuteurs de Washington ont pu être des acteurs clés du régime de Bagdad.

Que l'Irak ne soit pas la Pologne, que le Moyen-Orient ne soit pas l'Europe de l'Est, n'a donc aucune importance. Pour eux, la lutte contre les dictatures présente un caractère universel, ce qui leur permet ainsi de légitimer leur enfermement historique dans une bataille universelle. Là encore ce n'est pas le principe que nous contestons. C'est le refus doctrinal de le contextualiser. Quand le directeur d'un journal slovaque parle des États-Unis comme d'une «puissance dissidente», il nous tient à la fois un propos qui nous paraît insensé, mais qui en même temps fait sens pour lui : il est impossible pour lui de lire le monde à une autre aune que celle du combat de la dissidence contre le totalitarisme. Si la politique américaine fait l'objet d'une forte réprobation, c'est précisément parce que comme les dissidents, elle a raison contre l'opinion dominante. Et ceux qui s'opposent à l'Amérique soutiennent en fait le régime irakien.

Du coup, à ceux qui seraient tentés d'introduire des nuances, de prendre en compte d'autres paramètres, de refuser de réduire l'histoire universelle à un combat entre le totalitarisme et la dissidence, on sortira l'arme historique absolue : celle de Munich. Nous nous ne disons pas que l'esprit munichois a définitivement disparu. Nous disons simplement que ce spectre a été utilisé pour les meilleurs comme pour les pires aventures et que

ce que nous revendiquons, c'est le droit de juger librement de chaque tragédie de l'Histoire à l'aune d'une histoire complexe et non d'une seule histoire, celle de la dissidence est-européenne.

Cet enfermement de la pensée est le legs le plus terrible du totalitarisme, car il finit toujours par imprégner le raisonnement de ceux qui l'ont combattu. Souvenons-nous, quand Tito s'opposait à Staline, quand Mao s'opposait à Khrouchchev, nombreux étaient ceux qui n'y voyaient qu'un stratagème totalitaire. Admettre que le totalitarisme soviétique ne constituait point un bloc homogène revenait implicitement à admettre qu'il pouvait échapper à la logique qu'il prétendait défendre.

Si le communisme a donc produit l'esprit de système, il a aussi produit le conformisme et le culte du chef le plus puissant. Quant à Varsovie ou Bucarest, d'anciens apparatchiks font le choix de l'Amérique, ils le font de manière tristement cynique et banale. Ils ont décidé de se placer du côté du plus fort, du côté de celui qui les protégera. En soi, cette démarche n'est pas choquante. Elle est en tout point conforme à l'histoire des relations internationales, mais aussi à une certaine vision des rapports humains. Ce qui est, en revanche, plus choquant, c'est la manière dont ces dirigeants expliquent et justifient leur alignement. Ils ne le font pas parce qu'ils arrivent aux mêmes conclusions que les États-Unis. Ils le font parce que les États-Unis ont fait un choix politique et qu'il est hors de question pour eux de faire un autre choix que le leur. C'est le sens de cette terrible phrase du président polonais : «Si c'est la vision de George Bush, c'est la mienne.»

A «Au parti, on a toujours raison» succède ainsi sans nuance «l'Amérique a toujours raison». Certes, il faut faire la part des choses, surtout chez des dirigeants communistes passés par l'École du cynisme que les oripeaux rouges de l'internationalisme n'ont jamais réussi à draper. Mais, même en faisant la part des choses, il y a là véritable problème. Comment des nations historiques peuvent-elles, au moment où elles entrent dans une communauté politique, poser comme principe cardinal de leur politique extérieure l'aliénation explicite de leur souveraineté ? Il nous faut collectivement répondre à cette question, non pas en culpabilisant l'Europe centrale et orientale, mais en lui faisant

comprendre que son avenir passe par une lecture ouverte de sa propre histoire. En attendant nous ne devons pas nous réclamer d'une supériorité morale face à ceux qui à l'Est soutiennent le projet américain. Mais il serait symétriquement déraisonnable de nous laisser aller à une culpabilisation historique qui ne serait pas de saison. Pour comprendre l'Histoire, nous devons tous faire l'effort de sortir de notre propre histoire ●

Zaki Laïdi est chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (Ceri). Auteur de «Penser la mondialisation» (Flammarion, à paraître).

En refusant toute critique de l'Amérique, il y a un refus de désacraliser le combat que l'on a mené. Parce qu'ils ne veulent pas et ne peuvent pas dépasser leur propre histoire, ces pays ne peuvent lire le monde qu'à l'aune de leur histoire. Et en procédant de la sorte, tout redevient intelligible.